

Galileo. Toulouse prépare son dossier de candidature pour l'accueil du siège du concessionnaire. Son tissu de PME innovantes dans le domaine des applications de la navigation par satellite constitue un atout. Un groupement de 7 entreprises, Cecile*, est très actif dans ce secteur. Entretien avec Christian Carle, président de Cecile et gérant de Pole Star, et Marc Pollina, créateur et gérant de M3 Systems.

Navigation par satellites : « Passer de la R&D à la phase industrielle »

Que représente Cecile sur ce marché très convoité de la navigation par satellite ?

Christian Carle : Ensemble, nous sommes leaders sur le marché professionnel de la navigation par satellite avec 10 M€ de CA annuel. Nous représentons également 100 emplois qualifiés, en grande majorité des ingénieurs, dans le domaine des applications et des services à valeur ajoutée. Cecile existe depuis 2003 et nous commençons à ressentir les premiers effets de notre alliance car nous ne voulons plus être dépendants des grandes structures. Nous avons maintenant un rôle central sur un marché en pleine croissance. Nous sommes installés sur la pépinière d'entreprises de Montaudran où nous espérons être vite rejoints par le concessionnaire de Galileo.

Comment fonctionnez-vous ?

Marc Pollina : Nous proposons des offres communes, ce qui nous permet de répartir les risques que nous ne pouvons endosser seuls en tant que PME. Les entreprises de Cecile travaillent sur la maîtrise de technologies de positionnement, de radiocommunications ou de technologies d'hybridation. Nous proposons, séparément ou en commun, des projets de localisation en milieu contraint, ainsi que des systèmes d'information géographique ou des modélisations pour la gestion et la prédiction de trafic. Cecile porte actuellement un projet pour Aerospace Valley mais chaque entreprise reste indépendante.

Pourquoi avoir ressenti la

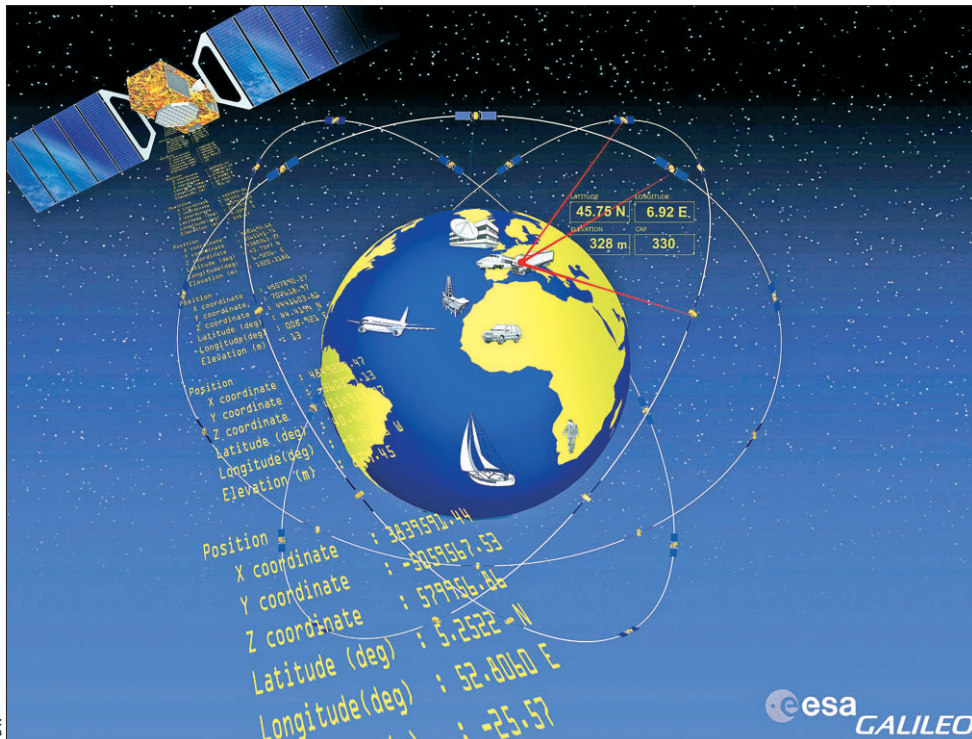
nécessité de vous allier ?

Christian Carle : La plus grande partie des budgets européens de recherche est dévolue aux grandes entreprises. Les PME sont servies en dernier, surtout en France. L'organisation des programmes européens de R&D impose aux PME de co-financer une partie du projet, de 20 à 50%. Or une petite structure, limitée par sa capacité de financement, ne peut multiplier les participations à ce type de programmes. Lorsque nous soumissionnons ensemble, nous sommes plus solides.

Toulouse veut montrer qu'il y a une dynamique de PME et de R&D qui justifie que Galileo base ses activités ici. Qu'en pensez-vous ?

Christian Carle : Notre force c'est l'innovation mais attention, nous revendiquons d'être traités autrement que comme de simples fournisseurs d'idées.

Marc Pollina : Les petites structures sont plus réactives et plus innovantes. Maintenant que nous avons fait la preuve que nous pouvons proposer des solutions nouvelles, les grands groupes doi-



vent penser à traiter avec nous d'égal à égal. Quand de grands groupes industriels se revendiquent leaders, par exemple pour le suivi des matières dangereuses, alors que la solution innovante vient de M3 Systems, on n'est pas d'accord !

Quels sont vos objectifs en terme de marché ?

Christian Carle : En 2006, nous voulons sortir de la R&D pure pour passer à l'acte industriel et au développement. Cecile va être amené à mutualiser de plus en plus de moyens en marketing ou en commer-

cial, mais également dans le domaine des achats et des tests.

Marc Pollina : Pour l'instant, nos activités peuvent paraître encore abstraites mais elles rejoindront le quotidien très bientôt. Nous allons réussir à concrétiser les développements et il va falloir apporter une offre globale vers la commercialisation.

Vous pensez à l'international ?

Christian Carle : Grâce à la crédibilité que nous apporte Cecile, nous envisageons très sérieusement de nous positionner à l'international. Je pense en particulier à des discussions qui sont en cours avec

Chongqing, la ville chinoise jumelée avec Toulouse. Nous devrions accompagner le maire Jean-Luc Moudenc en octobre en Chine.

Marc Pollina : L'idée est de proposer aux autorités chinoises des applications Galileo, des applications liées à la sécurité civile.

RECUEILLIS PAR EMMANUELLE DURAND-RODRIGUEZ

*Centre d'expertise et de compétences Industrielles pour le développement des applications et de la localisation et de l'environnement utilisant les satellites. Cecile regroupe Ergospace, M3 Systems, Magellium, Metod localisation, Navocap, Pole Star et Sodit. Capgemini est membre associé.

L'ÉVALUATION DES RÉCEPTEURS GPS/EGNOS

La société M3 Systems, en coopération avec la société Oktal SE [filiale de Sogclair à Blagnac, spécialisée dans l'élaboration de solutions dans le domaine de la réalité virtuelle] est en train de conduire des campagnes de mesure pour le compte du Cnes. Ces mesures ont pour but d'évaluer des récepteurs GPS/Egnos dans plusieurs types d'environnement [problèmes de propagation] : montagne, ville, forêt. Cette semaine des mesures seront faites au centre ville de Toulouse [équipe M3S, Oktal et Cnes + véhicule de test].



Marc Pollina et Christian Carle : « Grâce à la crédibilité que nous apporte Cecile, nous envisageons de nous positionner à l'international »

LE BUDGET DE GALILEO EN ATTENTE D'UNE SORTIE DE CRISE

Une réunion majeure doit se tenir au siège de l'ESA [Agence spatiale européenne] à Paris le 13 septembre. En question, le financement de la seconde tranche du contrat industriel qui porte sur les 4 satellites de la phase de validation et qui doit démarrer le 1^{er} janvier. Lors du précédent PBNV [Program Board Navigation], les contributeurs au budget de l'ESA ne sont pas parvenus à un accord concernant la répartition des infrastructures du programme spatial. Les Allemands, qui craignent depuis le début de l'année, d'être les grands oubliés de Galileo, ont notamment mis leur veto.

Galileo : le dossier toulousain officiellement lancé

Les détails de la candidature de Toulouse pour accueillir le siège programme Galileo ont été évoqués pour la première fois officiellement vendredi 9 septembre à la Préfecture de Région. « Il nous reste à finaliser l'accord » confirme Philippe Douste-Blazy.

La constitution du dossier de candidature officielle à l'accueil du siège de Galileo est lancée. Une première réunion des élus locaux a eu lieu vendredi 9 septembre à la Préfecture. Autour du préfet Jean Daubigny, se trouvaient tous ceux qui vont, au fil des prochains mois, bâtir le dossier toulousain : Philippe Douste-Blazy, ministre des



Évoquant la candidature toulousaine, vendredi dernier, P. Douste-Blazy a parlé d'une entente « au-delà de toutes les différences partisans ».

Affaires étrangères et président du Grand Toulouse, Martin Malvy, président de la région Midi-Pyrénées, Pierre Izard, président du Conseil général de la Haute-Garonne et François-Régis Valette, président du Sicoval. Aucun

industriel n'était présent car il s'agissait, cette fois, de voir très concrètement ce que chacun des partenaires publics est prêt à financer, et à quel niveau.

Le budget débloqué pour l'installation du siège du

consortium (qui aura en charge l'exploitation de la constellation des 30 satellites) semble en passe d'être bouclé. « Il nous reste à finaliser l'accord », confirme Philippe Douste-Blazy, mais aucun chiffre n'est encore rendu public. Lors du « Petit déjeuner de l'économie du Grand Toulouse », le 9 septembre, le président de l'agglomération a évoqué un terrain d'entente « au-delà de toutes les différences partisans », soulignant « une candidature totale de Toulouse » face notamment à Rome et Munich. Il a également rappelé que « Galileo est un élément clé pour la diversification de notre économie », avec l'espoir de voir créés 15 000 emplois induits. Le général Patrick Bellouard,

chargé de mission auprès du Premier ministre pour la coordination interministérielle du programme Galileo, a pour sa part rappelé que « la France a été le moteur, avec le Cnes et les industriels », de la future constellation satellite européenne qui sera opérationnelle en 2010. Il a également douché les impatiences en annonçant que le contrat de concession ne sera finalisé que dans les premiers mois de 2006, et non pas en décembre 2005 comme prévu jusqu'à présent. Toulouse a donc jusqu'à la fin de l'année pour ajuster ses propositions immobilières, fiscales et budgétaires. Le premier satellite démonstrateur sera lui lancé le 7 décembre.

E. DURAND-RODRIGUEZ